

2^{ème} rencontre nationale de l'Agora

Nouvelles formes de l'installation en zone rurale

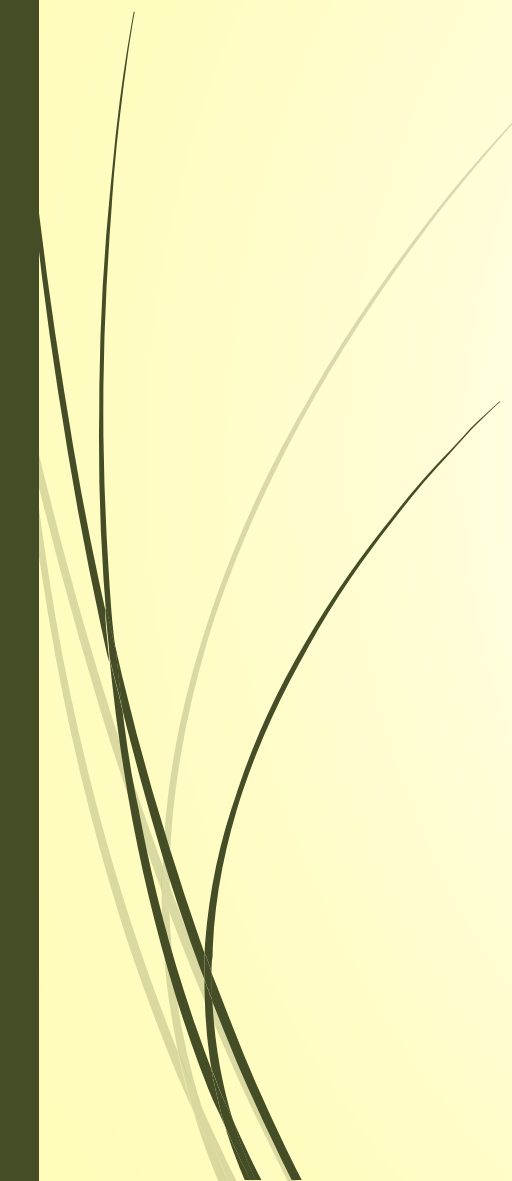
Sainte Croix – Drôme – 3 et 4 juillet 2020

Histoire et devenir de l'installation-transmission

Yannick Sencébé
Agrosup Dijon- Inrae Cesaer

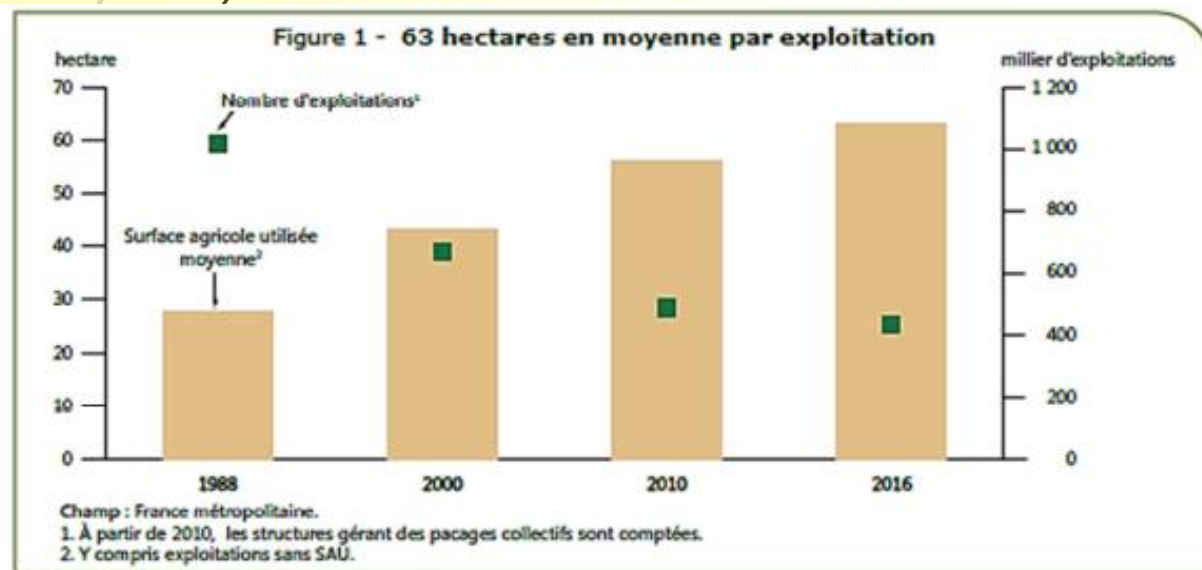


Plan de l'intervention

- Quelques constats sur la situation de « non transmission »
 - En quoi est-ce l'aboutissement des politiques foncières depuis 1960 ?
 - Défis actuels et nouveaux horizons
- 

Quelques constats sur la non-transmission

	1955	2010	2016	Taux d'évolution
Nombre d'exploitation	2 280 000	490 000	437 000	- 80,8%
Dont <20 ha	1 791 000	211 400	175 300	-90,2%
	78,5%	43,1%	40%	



- Concentration des structures d'exploitation
- Agrandissement tendanciel des exploitations
 - Traduction de la non-transmission à chaque génération

Quelques constats sur la non-transmission

► Sur 100ha de terre libéré / an

- 40 % vont à l'agrandissement;
- 10% à l'urbanisation;
- 50% à l'installation ;

(Rapport Bernier, 2005)

► Concentration des structures et capitalisation

- **+74% de capital/ exploitation entre 1990 et 2013** (Rapport mission parlementaire, 2018)

- - reprises plus difficiles
- - montages complexes avec apporteurs de capitaux

► S'installer devient de plus en plus difficile

Le non renouvellement en chiffre

13 925 exploitant-e-s ont été installées en 2018. (MSA)
Ces installations ne compensent qu'environ **2/3 des 20 000 cessations d'activité par an** (Avis CESE 2020)

Quelques chiffres

Nombre d'exploitations agricoles : - 18 % (2006 à 2016)

Bovins lait et mixtes : 1 installation/ 2 départs

Bovins viande : 2 installations/ 3 départs

Grandes cultures : 3 installations/ 4 départs

Source : rapport Impact sur l'installation et la transmission en agriculture, données MSA.

L'Aboutissement des politiques de modernisation?

► **Organiser la fin des paysans :**

- Diagnostic au sortir de la guerre : « moderniser » pour assurer la souveraineté alimentaire
- Croyance dans le progrès, revanche ou stratégie du choc ?

► **Un ensemble de dispositifs dont :**

- L'IVD (indemnité viagère de départ) et la DJA (Dotation Jeune Agriculteur)
- Le grand remplacement
- La mise en place d'une « profession » très encadrée et intégrée au secteur agro-industriel

► **Un ensemble d'outils de contrôle de l'accès au foncier**

- Délégation de contrôle de l'Etat à la « profession » : congruence des intérêts pour la modernisation
- Co-gestion des politiques agricoles entre l'Etat et « la » profession représentées par 2 syndicats majoritaires à leur début
- mais très vite s'organise un monde alternatif du développement agricole et rural
 - 1950'S : Création des Civam ; Paysans travailleurs
 - 1960'S : Nature et Progrès ; ...

L'Aboutissement des politiques de modernisation?

- 3 outils majeurs pour l'accès à la terre
- Statut du fermage (1946) → La terre comme outil de travail et patrimoine familial
 - 75% de la SAU, agrandissement et tenure inversée, rapport de force avec SNPPR
- La Safer (1960-1962) → Le contrôle sur la propriété de la terre
 - Mais des objectifs contradictoires et des limites aux portes des Sociétés
- Le contrôle des structures (CDOA) → Le contrôle sur l'exploitation des terres
 - Des seuils qui varient et augmentent en tendance

L'Aboutissement des politiques de modernisation?

- Des soubassements idéologiques qui alimentent la centrifugeuse agraire :
 - Le productivisme démocratique
 - La méritocratie foncière

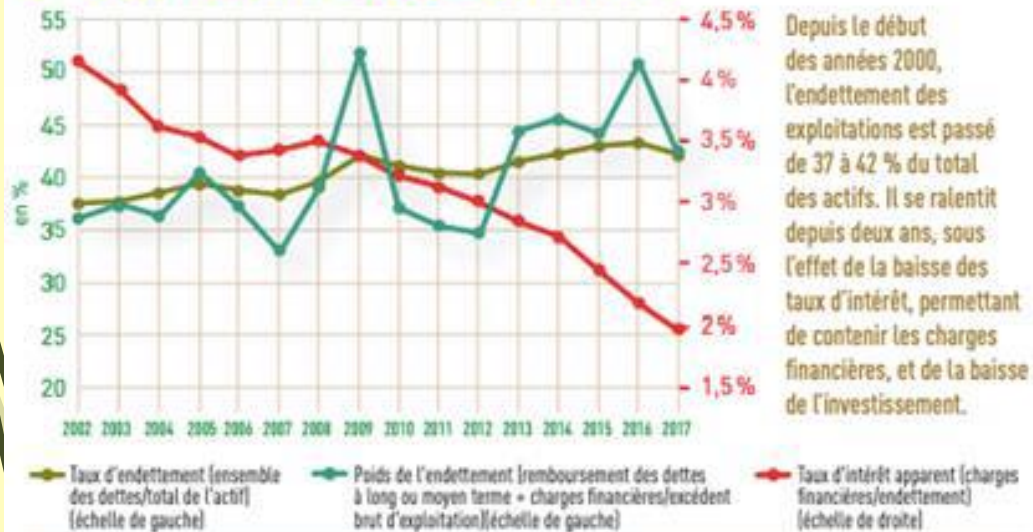
L'Aboutissement des politiques de modernisation?

- Des évolutions internes et externes à la profession qui alimentent la crise de reproduction sociale :
 - Ceux qui « réussissent » envoient leur enfants en études supérieures, ceux qui « échouent » ne transmettent pas
 - Les outils de contrôle du foncier sont lâchés par le « haut » (libéralisation) et éloignés du « bas » de la profession
 - La course aux ha est alimentée par la réforme de la PAC (paiement à l'ha) et par la mondialisation des marchés agricoles

L'Aboutissement des politiques de modernisation?

- Des agriculteurs endettés et dépendants des aides
- Des retraites de 700 euro en moyenne

Des exploitations agricoles endettées



Endettement des exploitations agricoles françaises

Chambres d'agriculture - Études économiques

Source : SSP, RICA 2018 - Résultats 2017 prévisibles

Progression des aides directes et des subventions dans la formation du revenu agricole



Poids des aides directes et subventions dans la valeur ajoutée brute au coût des facteurs

Chambres d'agriculture - Études économiques

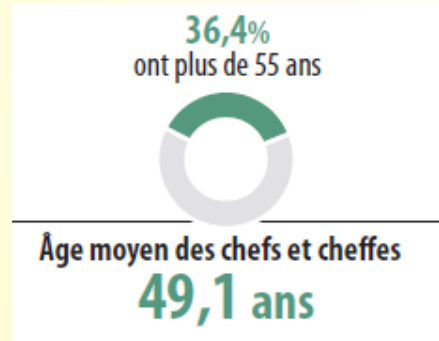
Source : INSEE

L'Aboutissement des politiques de modernisation?

- Des stratégies de maintien du revenu incompatibles avec la transmission
 - Vendre au plus offrant
 - Espérer que le « loto tombe sur la parcelle »
 - Se maintenir agriculteur pour toucher les aides PAC et recourir au travail à façon
- 75% de la SAU est exploitée en fermage
- La propriété reste aux mains des agriculteurs et de leur famille mais ...
 - Les parents sont de +/+ éloignés de l'agriculture
 - Décalage de calendrier patrimonial entre acheteur et vendeur
 - Une tendance des propriétaires à reprendre leur terre pour l'exploiter, souvent par délégation (entreprises de travaux agricoles)

Défis actuels et nouveaux horizons

- **1%** de la population (711 000 ETP ou 824 000 pers.) s'occupe d'alimenter **67 millions** de personnes : est-ce tenable pour assurer l'autonomie alimentaire ? [Sources Enquête Structure 2016]
 - Depuis 1940 : Pop. Franç. + 67% ; Agriculteurs -90% → Importation et dépendance
 - Il faut installer plus et consacrer plus de bras à l'agriculture
- **La transmission est un enjeu urgent et une occasion de transition**



OBJECTIF
15%
de la SAU* en agriculture bio en 2022 (EGA*)

2022

7,5% en 2019

1/4

des exploitations et
des actifs agricoles
auront disparu
d'ici 5 ans

2025

45%

des agriculteurs
vont cesser leur activité
d'ici 2026

2026

Défis actuels et nouveaux horizons

Un paysage de l'installation qui se renouvelle

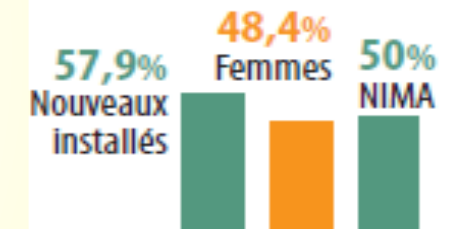
- Des collectivités qui s'investissent dans l'installation et l'agriculture (circuits courts, PAT, Acquisition, enjeux environnement/ eau)
- Des acteurs classiques qui s'ouvrent peu à peu aux nouveaux profils
- Les ONVAR sont reconnues et le Réseau InPact devient incontournable
- Des relations OPA/ ONVAR variant selon les contextes locaux
- Un marché concurrentiel de l'installation-accompagnement

Les actions de la SAFER*

105 000 ha

rétrocédés par la SAFER
aux agriculteurs et agricultrices

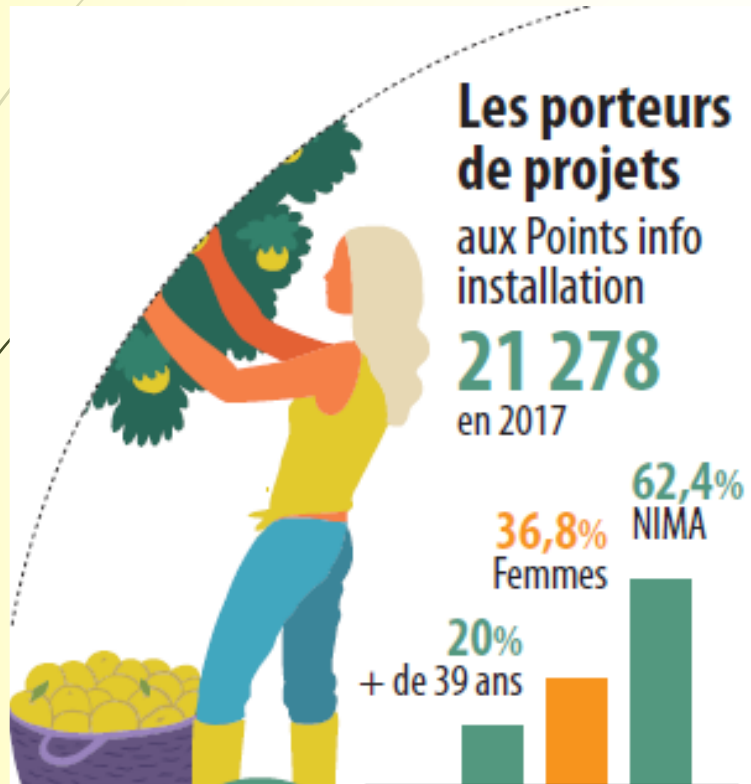
36,5% ont été consacrés à l'installation



Source : Avis du CESE - 2020

Défis actuels et nouveaux horizons

De nouveaux profils se présentent aux portes d'une profession qui n'assure plus son renouvellement : nécessité de médiation

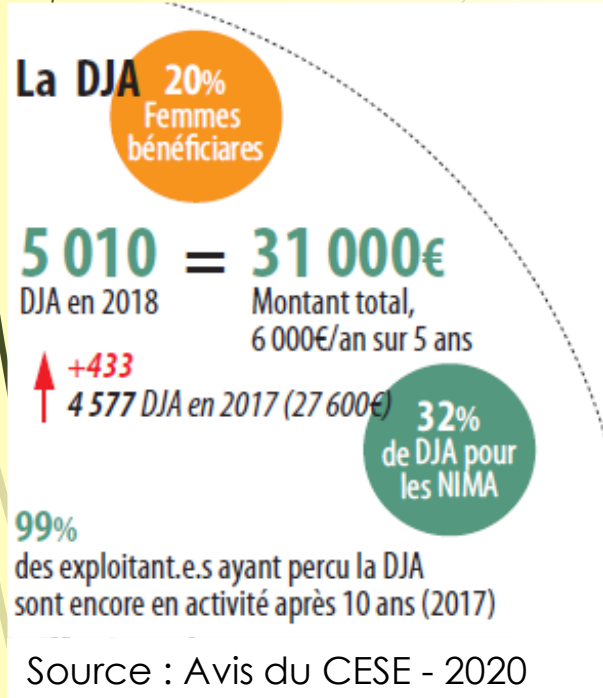


Source : Avis du CESE - 2020

- **Les installés en 2018 : 13 925** (données MSA)
 - 65% de ceux qui se sont présentés au Point info installation en 2017
- **La DJA** a été pensée pour la reprise familiale et doit être repensée
 - La majorité de ceux qui s'installent aujourd'hui sont NIMA

Défis actuels et nouveaux horizons

Les nouveaux chemins et profils de l'installation



Sur les **13 925** exploitant-e-s installées en 2018 = **64% le font sans DJA** (8915)

Les **NIMA** = 62% des porteurs de projet et 32% des installés avec DJA

Les nouveaux installés en 2018 : 13 925

- 31% > 40 ans et 30% de femmes
- 35% se déclarent pluri-actifs
- 55% s'installent sous forme sociétaire
- Sur des surfaces inférieures à la moyenne (36ha)

Mais peu de données nationales sur les « **Sans dot** »

- 90% des installés sans DJA sont encore en activité 10 ans après

Défis actuels et nouveaux horizons

Des enquêtes locales sur les nouveaux profils d'installés « atypiques » (Civam – Jura)

- « Atypiques », « diversifiés », « Hors Cadre », « Néo-paysans »...nommer et reconnaître comme enjeu
- Un accès difficile au foncier
- Un rapport différencié à l'accompagnement : autonomie et pragmatisme
- Des « entrepreneurs innovants », reliés au local et à des réseaux « alternatifs » plus qu'à la profession localement
- Une préférence pour la création d'activité, en individuel ou collectif, mais pas comme « remplaçant » dans un Gaec
- Des structures de production diversifiées, circuit court et bio
- La pluriactivité comme sécurisation des parcours
- Statuts variés relevant parfois de plusieurs champs (agri, commercial, artisanal)
- Une recherche d'équilibre entre qualité de vie et sens au travail.

Le renouvellement vu par les organisations classiques et alternatives :

- **Les organisations classiques** : transmettre d'un seul tenant, reproduire et maintenir les structures, insérées dans les filières « solides »
 - Un discours se développe sur « l'inadéquation » entre l'offre des cédants et les projets des candidats à l'installation. Enjeux de l'attractivité des filières classiques
- **Les organisations alternatives** : renouveler, diversifier, structurer de nouvelles filières, repenser les anciennes filières
 - Position d'InPact : Installer plus que les départs ; démembrer les fermes trop grandes, installation collective

Des points d'appui

- Loi d'avenir pour l'agriculture (2014) :
 - la transition agroécologique comme nouveau référentiel des pol.
 - Adaptation du parcours à l'installation (progressif)
- Loi Egalim (2018)
 - Plan Bio
 - Partage de la valeur pour les producteurs
- Le nouveau dispositif AITA
- Les outils fonciers facilitant l'accès à la terre
 - GFA collectif ; Fond de dotation ; TDL ;
 - Le portage du foncier par les collectivités
- Les structures facilitant l'accès au métier (accompagnement)
 - Espace test agricole (réseau Reneta)
 - Civam, Ardear, Afocg, ...
 - Demarche RARES en BFC

Les chantiers

- La transmission peut être une occasion de transition
- La transmission ne peut se concevoir à l'identique :
 - Des fermes trop grandes et capitalistiques pour être reprises
 - Des cédants sans repreneurs et des candidats NIMA plus nombreux
- Un paysage institutionnel qui se renouvelle : concurrence ou complémentarité ?
- Des médiations à mettre en place (Entre Cédant et Candidat et entre Structures d'accompagnement)
- Des collectivités comme point d'appui mais un débat à mener sur l'aménagement du territoire (Métropolisation ou Maillage ?)
- Des outils fonciers à revoir dans leur gouvernance et référentiel

Quelques pistes

- Changer les référentiels : intensification en W et non en K
- Attribuer les aides PAC à l'installation selon le nombre d'installés et non la taille des exploitations (CESE)
- Favoriser la transmission : augmenter les retraites agricoles et supprimer les aides PAC au-delà de 70 ans ou d'un taux plein de retraite (Cese)
- Mettre en réseaux les collectivités qui s'investissent dans l'aide à l'installation : mutualiser, diffuser les initiatives ; mais aussi les offres et les demandes
- Dissocier la propriété foncière et l'appropriation de la terre pour l'usage agricole : propriété collective, communale (question du logement à gérer)
- Revoir les zonages PLU : introduire des ZEC (Zone d'écologie communale)